



Chapitre A-17

LOI SUR LES ALLOCATIONS FAMILIALES

SECTION I

DÉFINITIONS

- Interprétation: **1.** Dans la présente loi et les règlements, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par:
- « allocation »: a) « allocation »: l'allocation familiale versée mensuellement par le Québec en vertu de la présente loi;
- « enfant »: b) « enfant »: un enfant célibataire de moins de dix-huit ans;
- « mère »: c) « mère »: une personne qui prend soin d'un enfant dont elle est la mère légitime, naturelle ou adoptive ou la belle-mère;
- « père »: d) « père »: une personne qui prend soin d'un enfant dont elle est le père légitime, naturel ou adoptif ou le beau-père;
- « Régie »: e) « Régie »: la Régie des rentes du Québec;
- « règlement »: f) « règlement »: tout règlement adopté par le gouvernement en vertu de la présente loi.

1973, c. 36, a. 1.

SECTION II

DROIT À L'ALLOCATION FAMILIALE

Allocation mensuelle. **2.** Selon les règles établies dans la présente loi, une allocation familiale est accordée pour chaque mois à la mère de tout enfant; à défaut de mère, l'allocation est accordée au père de cet enfant; à défaut de mère et de père et sauf disposition contraire des règlements, elle est accordée au particulier qui subvient entièrement ou dans une large mesure aux besoins de cet enfant.

Administrateur. Cette allocation peut être versée à un administrateur dans les cas déterminés par les règlements.

1973, c. 36, a. 2.

Montant variable. **3.** Le montant de l'allocation varie selon le nombre des enfants et

l'indice des rentes, conformément aux règles contenues aux articles suivants.

1973, c. 36, a. 3.

Montant versé par le Québec.

4. Le montant de l'allocation versée par le Québec est, pour chaque mois, de \$5.43 pour le premier enfant, de \$7.27 pour le deuxième enfant, de \$9.06 pour le troisième enfant et de \$10.87 pour chaque enfant au-delà du troisième.

1973, c. 36, a. 4; 1974, c. 58, a. 1; 1976, c. 15, a. 1; 1977, c. 45, a. 1; 1977, c. 46, a. 1.

Revalorisation annuelle.

5. Le montant de l'allocation visée dans l'article 4 doit, au début de chaque année, à compter du 1^{er} janvier 1975, être revalorisé de la manière prescrite en vertu de l'article 119 de la Loi sur le régime de rentes du Québec pour l'ajustement des prestations payables en vertu de ladite loi mais sous réserve des règlements, de telle sorte que le montant payable pour un mois d'une année subséquente soit égal au produit obtenu en multipliant le montant qui aurait été autrement payable pour le mois par la proportion que représente l'indice des rentes pour cette année subséquente par rapport à l'indice des rentes pour l'année qui la précède.

Proportion pour 1975.

Toutefois, pour l'année 1975, la proportion prévue à l'alinéa précédent s'établit entre l'indice des rentes pour cette année et la moyenne d'indices des prix à la consommation au Canada pour chaque mois au cours de la période de douze mois se terminant le 31 octobre 1973.

1973, c. 36, a. 5; 1976, c. 15, a. 2.

Qualité de résident.

6. L'allocation familiale n'est versée à une personne pour un mois que si elle a sa résidence principale au Québec pendant ce mois et qu'à l'égard de ceux de ses enfants qui y ont leur résidence principale pendant ce mois.

1973, c. 36, a. 6.

Cessation de l'allocation.

7. Une personne cesse d'avoir droit à une allocation dès qu'elle cesse de remplir les conditions requises pour l'obtenir.

1973, c. 36, a. 7.

SECTION III

PAIEMENT DE L'ALLOCATION

Demande d'allocation.

8. Toute personne qui désire recevoir l'allocation doit en faire la

- Examen par la Régie.** demande à la Régie de la façon et dans le délai prévus aux règlements, sur la formule prescrite par la Régie.
Sur réception d'une demande, la Régie doit l'examiner, l'accepter ou la refuser et, s'il y a lieu, déterminer le montant de l'allocation payable.
1973, c. 36, a. 8.
- Mois de paiement.** **9.** L'allocation devient payable ou cesse de l'être à compter du mois suivant la date à laquelle se produit le fait qui donne naissance au droit de la recevoir ou qui y met fin.
- Restriction.** Toutefois, aucune allocation n'est payable à l'égard d'un mois qui précède de plus de onze mois la date de la demande visée à l'article 8.
1973, c. 36, a. 9.
- Modification au montant.** **10.** Toute modification au montant de l'allocation s'applique à compter du mois suivant le fait qui donne lieu à cette modification.
1973, c. 36, a. 10.
- Exclusion du patrimoine.** **11.** L'allocation n'entre pas dans le patrimoine de la personne qui la reçoit; sauf pour l'application de l'article 13 de la Loi sur l'aide sociale (chapitre A-16), elle est incessible et insaisissable. Elle doit être utilisée dans tous les cas pour le bien-être de l'enfant et de la famille.
1973, c. 36, a. 11; 1974, c. 58, a. 2.
- Cessibilité de l'allocation.** **12.** Nonobstant l'article 11, l'allocation est cessible dans les cas prévus à l'article 13 de la Loi sur l'aide sociale (chapitre A-16) lorsque l'aide fournie est pour des besoins autres que des besoins spéciaux au sens de cette loi.
- Modalités de la cession.** Une cession faite en vertu du présent article ne peut comprendre plus de deux versements mensuels consécutifs d'allocations et, lorsqu'elle a été consentie, ne peut être consentie de nouveau avant l'expiration d'une période de douze mois.
1974, c. 58, a. 2.
- Avis de perte de droit.** **13.** Toute personne qui cesse d'avoir droit à une allocation à l'égard d'un enfant doit en donner avis écrit à la Régie sans délai.
1973, c. 36, a. 12.

Remboursement
d'allocation payée en trop.

14. Quiconque reçoit une allocation à laquelle il n'a pas droit, doit immédiatement en rembourser le montant à la Régie.

Recouvrement.

Toute somme reçue sans droit par une personne peut être recouvrée à titre de dette due au trésor public; elle peut aussi être déduite du montant de toute allocation payable à cette personne ou à son conjoint dans l'avenir.

1973, c. 36, a. 13.

Validité des versements
antérieurs.

15. Lorsque, en vertu d'une décision de la Régie ou à la suite d'une révision ou d'un appel, est désignée pour recevoir l'allocation une personne autre que celle qui la recevait auparavant, les versements antérieurs demeurent valablement faits s'ils ont été utilisés pour le bien-être de l'enfant et de la famille.

1974, c. 58, a. 3.

Prescription.

16. Le paiement mensuel d'une allocation se prescrit par cinq ans à compter du dernier jour du mois au cours duquel il doit être effectué.

Versements impayés lors de
l'autorisation.

Toutefois, lorsque le paiement d'une allocation est autorisé après la fin du mois pour lequel le premier versement en est payable, le délai ci-dessus court, à l'égard des versements impayés, à compter de la date de la décision qui en autorise le versement ou du jugement qui l'ordonne.

Allocations payables au
1^{er} janvier 1977.

Le délai de cinq ans prévu au premier alinéa court à compter du 1^{er} janvier 1977 à l'égard des allocations payables avant cette date.

1977, c. 45, a. 2.

SECTION IV

RÉVISION ET APPEL

Demande de révision de
décision.

17. Toute personne qui se croit lésée parce qu'une allocation ne lui a pas été accordée conformément à la présente loi peut demander à la Régie de réviser la décision qu'elle a rendue.

1973, c. 36, a. 14.

Procédure de pourvoi en
révision.

18. Le pourvoi en révision est introduit par une demande faite sur la formule prescrite par la Régie, dans les quatre-vingt-dix jours de la date à laquelle le plaignant a été avisé de la décision dont il demande la révision. La Régie peut permettre au plaignant de se pourvoir en révision après ce délai si celui-ci démontre qu'il a été, en fait, dans l'impossibilité d'agir plus tôt.

Exposé des motifs. **La demande de révision doit contenir un exposé sommaire des motifs invoqués.**

1973, c. 36, a. 15.

Décision de la Régie et avis. **19.** Sur réception de la demande de révision, la Régie doit vérifier les faits et circonstances de l'affaire, analyser les motifs invoqués et rendre sa décision dans les quatre-vingt-dix jours de la réception de la demande de révision. Elle doit immédiatement aviser par écrit la personne intéressée de la décision rendue, des raisons qui la motivent et de son droit d'en appeler conformément à la présente loi.

1973, c. 36, a. 16.

Appel. **20.** Toute personne visée à l'article 17 qui n'est pas satisfaite d'une décision rendue en vertu de l'article 19 peut en appeler de cette décision.

Appel à la Commission. **Cet appel est interjeté à la Commission des affaires sociales.**

1973, c. 36, a. 17; 1974, c. 39, a. 63.

SECTION V

RENSEIGNEMENTS

Renseignements confidentiels. **21.** Sous réserve de l'article 71 de la Loi sur le ministère du revenu (chapitre M-31), les fonctionnaires et employés du gouvernement et de la Régie ainsi que les autres personnes participant à l'exécution de la présente loi ne doivent pas révéler, autrement que suivant l'article 308 du Code de procédure civile, un renseignement obtenu pour l'exécution de la présente loi.

1973, c. 36, a. 21; 1974, c. 39, a. 66.

Renseignements pour statistiques. **22.** L'article 21 n'interdit pas de révéler, pour fins de statistiques, des renseignements obtenus pour l'exécution de la présente loi, pourvu qu'il ne soit pas possible de les relier à une personne particulière.

Dispositions non applicables. **Il ne s'applique pas aux renseignements que la Régie donne au ministre des affaires sociales ni en ce qui concerne les poursuites relatives à l'application de la présente loi.**

Renseignements aux ministères. **La Régie peut, avec l'autorisation du gouvernement et selon les conditions qu'il détermine, fournir à un ministère ou à un organisme qui relève du gouvernement du Québec des renseignements obtenus en vertu de la présente loi.**

1973, c. 36, a. 22; 1975, c. 17, a. 1.

Entente pour échange de renseignements.

23. Une entente peut être conclue par le ministre des affaires sociales ou par la Régie avec un gouvernement pour l'échange des renseignements obtenus en vertu de la présente loi et en vertu d'une loi du Parlement du Canada ou de la législature d'un autre province établissant un régime équivalent.

Autorisation.

Une pareille entente ne peut être conclue qu'avec l'autorisation du gouvernement.

1973, c. 36, a. 23; 1974, c. 58, a. 5.

Infraction et peine.

24. Toute personne visée à l'article 21 ainsi que toute personne participant à l'exécution de la présente loi en vertu des règlements ou d'une entente visée à l'article 23 qui révèle, sans y être dûment autorisée, quoi que ce soit dont elle a eu connaissance à l'occasion de l'application de la présente loi, commet une infraction et est passible, sur poursuite sommaire, en outre des autres peines qui peuvent lui être imposées, d'une amende de pas moins de \$100 ni de plus de \$1,000 et du paiement des frais.

Poursuites.

Les poursuites intentées en vertu du présent article doivent être autorisées par le procureur général.

1973, c. 36, a. 24.

SECTION VI

RÈGLEMENTS

Réglementation.

25. En outre des pouvoirs de réglementation qui lui sont conférés par la présente loi, le gouvernement peut, par règlement:

a) déterminer, pour l'application de la présente loi, les cas où une personne a sa résidence principale au Québec ainsi que les circonstances dans lesquelles l'absence du Québec d'un résident du Québec ne constitue pas une interruption de résidence;

b) déterminer les normes suivant lesquelles il est établi qu'une personne prend soin d'un enfant ou subvient entièrement ou dans une large mesure aux besoins de cet enfant;

c) prescrire la façon dont une demande d'allocation doit être présentée, l'époque à laquelle une demande d'allocation est censée avoir été présentée, les renseignements qu'elle doit contenir, les documents qui doivent l'accompagner et la preuve à soumettre en l'espèce;

d) statuer sur tout avis qui doit être donné à la Régie ou par la Régie en vertu de la présente loi;

e) déterminer les cas dans lesquels une allocation peut être versée à un administrateur et les comptes qu'il doit rendre;

f) prévoir la suspension du paiement d'une allocation pendant une enquête sur l'admissibilité du bénéficiaire;

g) déterminer la date et les modalités de paiement de l'allocation, particulièrement lorsqu'il n'y a ni père ni mère qui se qualifient pour l'obtenir;

h) autoriser la Régie à faire remise de toute dette visée à l'article 14, dans les cas qu'il détermine et jusqu'à concurrence des montants qu'il fixe;

i) déterminer les conditions que doivent remplir les régimes établis par toute loi du Parlement du Canada ou la législature d'une autre province pour être considérés comme des régimes équivalents visés à l'article 23;

j) pourvoir à l'indexation, selon le coût de la vie, des taux des allocations visées à l'article 26;

k) fixer la date à laquelle des changements aux taux des allocations visées à l'article 26 peuvent être apportés chaque année et la date à laquelle ces changements ont effet.

Entrée en vigueur.

Les règlements adoptés en vertu de la présente loi entrent en vigueur à la date de leur publication dans la *Gazette officielle du Québec* ou à toute date ultérieure qui y est fixée.

1973, c. 36, a. 25; 1974, c. 58, a. 6.

SECTION VII

DISPOSITIONS DIVERSES

Allocation en vertu de la loi fédérale.

26. L'allocation mensuelle prévue à la Loi de 1973 sur les allocations familiales (Canada) est payable, de la façon qui y est prévue, à raison de \$15.42 pour le premier enfant, de \$23.11 pour le deuxième, de \$47.45 pour le troisième et de \$59.13 pour chaque enfant au-delà du troisième; cette allocation est haussée de \$6.42 pour chaque enfant âgé d'au moins douze ans.

Allocation en vertu de la loi fédérale.

Cette allocation tient lieu de l'allocation prévue au paragraphe 1 de l'article 3 de ladite loi; elle est payable à l'égard de tout enfant qui donne droit à l'allocation prévue à ladite loi et dont les parents, au sens de ladite loi, résident au Québec suivant les dispositions de ladite loi.

1973, c. 36, a. 26; 1974, c. 58, a. 7; 1976, c. 15, a. 3; 1977, c. 46, a. 2.

Infractions et peines.

27. Sous réserve de l'article 25, est passible, sur poursuite sommaire, en outre du paiement des frais, d'une amende n'excédant pas \$200, quiconque:

a) contrevient à l'une des dispositions de la présente loi ou des règlements;

b) fait une fausse déclaration dans l'intention d'influencer une décision relative au paiement d'une allocation;

- c) obtient ou reçoit, de mauvaise foi ou par fraude, une allocation à laquelle il n'a pas droit; ou,
d) sciemment, aide ou encourage une autre personne à obtenir ou à recevoir une allocation à laquelle elle n'a pas droit.
- Amende additionnelle.** Toute personne reconnue coupable d'une infraction visée aux paragraphes *c* ou *d* peut en outre être condamnée à une amende qui ne peut excéder le montant obtenu par fraude ou sans droit.
1973, c. 36, a. 27.
- Assistance des fonctionnaires.** **28.** Les fonctionnaires et employés du gouvernement ou de tout organisme participant à l'exécution de la présente loi doivent prêter leur assistance à toute personne qui le requiert pour lui faciliter l'obtention des allocations auxquelles elle a droit, particulièrement en l'aidant dans la rédaction d'une demande d'allocation ou de révision ou d'une déclaration d'appel prévue par la présente loi.
1973, c. 36, a. 28.
- Pouvoirs attribués aux fonctionnaires.** **29.** La Régie peut autoriser un de ses fonctionnaires ou une catégorie de ses fonctionnaires à exercer des pouvoirs ou à remplir des fonctions que la présente loi assigne à la Régie.
1973, c. 36, a. 29.
- Rapport annuel.** **30.** La Régie doit, au plus tard le dernier jour de juin de chaque année, faire un rapport de ses activités en vertu de la présente loi pour l'année financière précédente. Ce rapport est déposé sans délai par le ministre des affaires sociales à l'Assemblée nationale si elle est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante.
1973, c. 36, a. 30.
- Sommes requises.** **31.** Les sommes requises pour payer les allocations prévues à la présente loi sont prises à même le fonds consolidé du revenu.
1973, c. 36, a. 31 (*partie*).
- Application de la loi.** **32.** Le ministre des affaires sociales est chargé de l'application de la présente loi.
1973, c. 36, a. 38.

ANNEXE ABROGATIVE

Conformément à l'article 17 de la Loi sur la refonte des lois (chapitre R-3), le chapitre 36 des lois annuelles de 1973, tel qu'en vigueur au 31 décembre 1977, à l'exception des articles 31 (*partie*), 35 à 37 et 39, est abrogé à compter de l'entrée en vigueur du chapitre A-17 des Lois refondues.

© Éditeur officiel du Québec, 1978

TABLE DE CONCORDANCE

LOIS DU QUÉBEC, 1973 **LOIS REFONDUES, 1977**

Chapitre 36

Chapitre A-17

RÉGIME DES ALLOCATIONS FAMILIALES DU QUÉBEC

LOI SUR LES ALLOCATIONS FAMILIALES

ARTICLES	ARTICLES	REMARQUES
1 - 11	1 - 11	
11 <i>a</i>	12	
12	13	
13	14	
13 <i>a</i>	15	
13 <i>b</i>	16	
14	17	
15	18	
16	19	
17	20	
18 - 19		Abrogés 1974, c. 39, a. 64
20		Abrogé 1974, c. 58, a. 4
21 - 31	21 - 31	
32 - 37		Omis

ALLOCATIONS FAMILIALES

L.Q. 1973, c. 36

L.R. 1977, c. A-17

ARTICLES

ARTICLES

REMARQUES

38

32

39

Omis

La table de concordance fait état de tous les numéros d'articles, qu'ils aient changé de numérotation ou non. Quant aux autres divisions (i.e. partie, chapitre, section, sous-section, paragraphe, etc. . .), s'il en est, il en est fait état que si elles ont changé de numérotation.

Le terme « omis » dans la colonne « Remarques » vise l'article qui n'apparaît pas dans le refonte parce qu'il est sans effet, local, privé, d'objet accompli, temporaire, transitoire, non en vigueur, ou encore, parce qu'il est un article d'abrogation ou de remplacement.

